REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 26 octobre au 08 novembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Indéanocéanie : le SG de la COI dans nos murs
- Un nouvel élan de coopération entre l'OIF et la COI
- Coopération militaire : le commandant supérieur des Faszoi en visite chez le MDN
- Assembly's IAC discusses foreign policy matters with high-level delegation from foreign affairs |28 October 2021

1.2 Santé : One Health.....8
- Le réseau SEGA – One Health réunit cette semaine les experts de la région
- Santé régionale : les îles déploient des actions pour contrer les maladies

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....11
- Augmentation du niveau de la mer : Les zones côtières malgaches fortement menacées
- Vikash Munbodhe : « La conservation des écosystèmes marins est le plus grand défi du millénaire »

2.2 Transition énergétique.....13
- Projet à finaliser-De l'Energie hybride dans la SAVA

2.3 Economie..... 14
- High-Risk Third Countries : Retrait de Maurice de la liste du Royaume-Uni
- Des mois après la réouverture des frontières : les Seychelles reprennent leur souffle

2.4 Covid-19.....16
- 149 active Covid-19 cases, community transmissions persist |03 November 2021
- Covid-19 : 131 cas positifs enregistrés ce dimanche

Indianocéanie: le SG de la COI dans nos murs

Par Les Nouvelles sur 06/11/2021

Visite de travail. En déplacement à Madagascar dans le cadre de sa tournée régionale, le Secrétaire général (SG) de la Commission de l'océan Indien (COI), Vêlayoudom Marimoutou, vient d'effectuer une visite de courtoisie, auprès du représentant de l'OIF pour l'océan Indien, Léonard-Emile Ognimba, à Antaninarenina. Selon le communiqué, les deux personnalités ont échangé sur le suivi de la coopération entre l'OIF et la COI dans les domaines de la formation professionnelle des jeunes, de la mobilité régionale, des industries culturelles et créatives, de la santé, du développement durable et de la résilience climatique, de la consolidation de la démocratie et du renforcement des institutions étatiques.

Vêlayoudom Marimoutou a également rendu visite au chef de la diplomatie malagasy, Patrick Rajoelina, jeudi. « Les échanges ont été fructueux et ont porté sur des sujets d'intérêt commun en lien avec les projets et programmes de l'organisation sous-régionale comme la sécurité maritime, la santé et l'éducation et la relance économique régionale », note le ministère.

Le chef de la diplomatie malagasy a d'ailleurs fait remarquer l'importance de la volonté politique et d'un engagement fort des Etats membrespour obtenir des résultats « concrets et palpables », au profit de la population locale. Le gouvernement malagasy entend d'ailleurs jouer un rôle actif au sein de cette organisation sous-régionale.

J.P

Annonce
Bloquer
Pourquoi cett
Annonce
Bloquer

L'Express DE MADAGASCAR

VISITE DE COURTOISIE

Un nouvel élan de coopération entre l'OIF et la COI

La visite courtoisie du Secrétaire général de la COI auprès du représentant de l'OIF pour l'océan Indien renforce le lien qui s'est établi entre les deux organisations depuis plusieurs années.

Vêlayoudom Marimoutou, le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) a rendu une visite de courtoisie au représentant de l'OIF pour l'océan Indien, Léonard Emile OGNIMBA dans les locaux de la représentation de l'OIF pour l'océan Indien à Madagascar Antaninarenina, hier. L'OIF et la COI se retrouvent autour de valeurs communes telles que la paix, la démocratie, le respect de la diversité culturelle et la promotion du développement durable. « *La visite du Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) est le signe de l'attachement à la coopération qui existe depuis quelque temps entre l'OIF et la COI. L'OIF étant une organisation qui a été mise en place pour promouvoir la francophonie et la COI faisant partie de cet espace francophone* », indique Léonard Emile OGNIMBA, Représentant de l'OIF pour l'océan Indien.

L'installation du bureau régional de l'OIF à Antananarivo en 2016 a donné un nouvel élan à cette coopération en concrétisant des actions au plus proche des populations de l'océan Indien. La visite ne fait que renforcer la collaboration entre la COI et l'OIF. « *Le contexte de la pandémie a empêché toute rencontre physique. Ma visite est naturelle après la période de pandémie. Notre travail ne date pas d'aujourd'hui puisque l'OIF est membre de la COI depuis 2017* », souligne Vêlayoudom Marimoutou, le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI). Les deux personnalités ont échangé sur le suivi de la coopération entre l'OIF et la COI, notamment sur les volets de la Coopération du COI à savoir : la formation professionnelle, la mobilité générale, les industries culturelles et créatives, la santé, le dérèglement climatique et le renforcement des Institutions Étatiques. « *Nous avons un certain nombre d'objets en commun, à savoir la culture, la biodiversité, la formation professionnelle. Le but est d'améliorer le bien-être collectif dans la zone. Ces rencontres sont là pour faire état de la collaboration. Il s'agit également de parler de toute collaboration future* », enchaîne le SG de la COI.



L'OIF et la COI main dans la main pour le développement dans l'espace francophone.

DÉVELOPPEMENT

La COI et la Représentation de l'OIF pour l'océan Indien œuvre chaque jour dans l'intérêt des États de la région et des départements d'Outre-Mer. Au-delà des institutions étatiques, cette coopération place les citoyens au cœur du développement de la région océan Indien avec une attention particulière portée aux femmes et à la jeunesse. « *J'espère que cela apportera beaucoup. Il s'agit de mettre en commun l'intelligence collective pour le bénéfice global de la population. La réflexion sera surtout axée sur la sécurité alimentaire, la sécurité maritime et sur la culture. Actuellement, on est en train de réfléchir sur la formation globale et professionnelle. Vous savez que Madagascar entame son dividende démographique avec une explosion de la jeunesse. Toutes ces actions ne relèvent pas seulement de la COI mais aussi des Etats membres qui y contribuent* », explique Vêlayoudom Marimoutou, le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien.

Coopération militaire: le Commandant supérieur des Faszoi en visite chez le MDN



Le Commandant supérieur des Forces armées dans la Zone Sud de l'océan Indien, le général Laurent Cluzel, a effectué une visite de courtoisie auprès du ministre de la Défense nationale (MDN), le général Richard Rakotonirina, à Ampahibe, hier. Le renforcement de la coopération militaire entre l'Armée malagasy et les Faszoi était au centre des discussions.

« De par notre situation insulaire, nous faisons face aux mêmes défis et menaces en termes d'insécurité que les autres îles de l'océan Indien regroupées au sein des Faszoi. Il est donc primordial de renforcer la sécurisation de cet espace maritime. En tant que membre des Faszoi, Madagascar a intérêt à prendre part à cette mission », précise le général Richard Rakotonirina.

Partage et échanges

D'après le MDN, la collaboration avec les Faszoi englobe plusieurs domaines, dont la formation des militaires malagasy ainsi que les exercices conjoints en mer et sur terre. Cette plateforme militaire régionale facilite également les échanges d'informations sur la sécurité maritime dans l'océan Indien. Pour son cas, Madagascar fait partie des grands bénéficiaires de ces échanges d'informations stratégiques permettant de protéger ses 6.000 km de côtes.

Pour assurer la sécurité maritime, le général Laurent Cluzel indique que les Faszoi ont mis en place différents dispositifs comme le renforcement de la coopération entre les Marines des pays de la Zone Sud de l'océan Indien. Il peut s'agir, selon ce responsable, d'une coopération bilatérale ou d'une coopération régionale au sein de la Commission de l'océan Indien (COI).

« Le renforcement de l'architecture de la sécurité maritime est essentiel parce qu'il concerne tous les flux entre les différents pays et îles, tous les trafics normaux, mais aussi la lutte contre les trafics illicites», souligne-t-il.

Tsilaviny Randriamanga

Seychelles NATION

Assembly's IAC discusses foreign policy matters with high-level delegation from foreign affairs |28 October 2021



The foreign affairs delegation …

Several regional and international issues were on the agenda of a meeting the National Assembly's International Affairs Committee (IAC) had recently with a high- level delegation from the department of foreign affairs led by the Minister for Foreign Affairs and Tourism Sylvestre Radegonde.

The revised Indian Ocean Commission (IOC) agreement, the outcome of the recent EU political dialogue, the national report submitted to the Human Rights Council this year, the SADC parliamentary forum, the 2022 budget proposal, regional cooperation and matters related to the diaspora unit were among the issues discussed at the meeting held at the National Assembly.

The IAC is chaired by Hon. Waven William.

During the discussions IAC members were able to ask pertinent questions on the IOC's agreement and expressed the need for a more dynamic inclusion and consultation with parliamentarians as well as the need for Seychelles, upon the ratification of the Indian Ocean Commission Accord, to take the lead to revive the Indian Ocean Parliamentary Association (APCOI) with the assistance of the department of Foreign Affairs.

A request was made to Minister Radegonde that the IOC considers to include parliamentary cooperation in the list of co-operations to enhance political dialogue.

The IAC also discussed several matters in relation with the EU especially regarding the joining of forces to prevent, deter and eliminate Illegal, Unreported and Unregulated (IUU) fishing due to their strategic positioning in the Indian Ocean.

The foreign affairs delegation also comprised the principal secretary for foreign affairs, Ambassador Vivienne Fock Tave, Amanda Padayachy, Jacques Belle, Steve Lalande, Sandra Michel, Bessy Banane and Beryl Pillay.

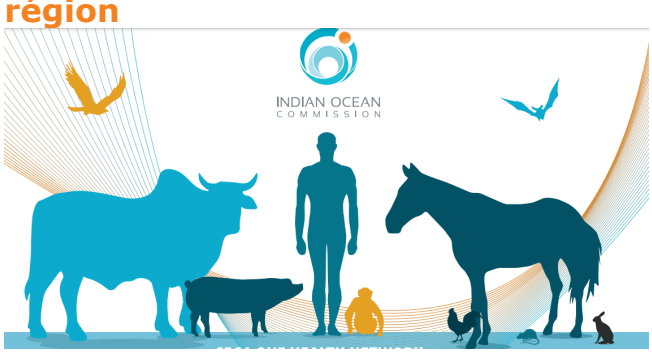
Minister Radegonde and PS Fock Tave also discussed the objectives of the Diaspora Unit and provided an overview of the 2022 budget for foreign affairs.

The IAC discussed the mandate of the Diaspora Unit and asked questions relating to the policy that will soon be drafted to govern its remit.

Other members of the IAC include its vice-chairperson, Hon. Wavel Woodcock, Hon. Philip Monthy, Hon. Egbert Aglae, Hon. Kelly Samynadin,

Hon. Wallace Cosgrow, Hon. Philip Arissol, the deputy clerk of the National Assembly, Alexandria Faure and assistant secretary to the committee Nada Delafontaine.
The IAC and the department of foreign affairs have agreed to continue having regular consultative meetings to discuss foreign policy matters and development and any other matters related to the work of the department.
Hon William enlightened the ministerial delegation on the need to include tourism in the terms of reference of the committee to assist the ministry towards achieving the long-term target of a sustainable tourism sector.

Le réseau SEGA – One Health réunit cette semaine les experts de la région



Du 25 au 29 octobre, plus d'une soixantaine d'experts et de responsables des administrations de santé humaine, animale et environnementale des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) sont réunis à Maurice durant toute cette semaine. Ce moment d'échange d'informations, de partage d'expériences et d'analyse est un temps fort du réseau SEGA – One Health de la COI.

C'est le Comité Technique Régional (CTR) qui alimentera le plan de travail de l'Unité de veille sanitaire de la COI. Plusieurs sous-ateliers auront lieu durant ce CTR en lien avec les Pôles thématiques d'excellence. Les objectifs de cette réunion du CTR de cette année sont d'évaluer les risques des maladies non transmissibles dans la zone COI et de convenir d'orientations stratégiques pour la prévention et la prise en charge ; et de partager et d'échanger sur les activités majeures de 2021 et fixer les axes d'intervention 2022 pour la santé (Covid-19, épidémie de fièvre de la vallée du Rift à Madagascar, fièvre aphteuse à Maurice (Rodrigues), la surveillance et la riposte communautaires, la surveillance électronique et DHIS2, le développement de surveillance intégrée climat-santé).

Le réseau de SEGA – One Health est animé par l'Unité de Veille Sanitaire de la COI et le bras santé de l'indianocéanie. Il réunit plus de 300 professionnels de santé issus de départements ministériels des États membres, d'institutions de formation et de recherche de référence de la région. Le réseau SEGA – One Health bénéficie également du soutien actif de l'Agence française de développement et de l'Union européenne et a noué des partenariats forts avec les Organisations mondiales de la santé (OMS) et de la santé animale (OIE).

Quant au CTR, il est une des instances de gouvernance du réseau SEGA – One Health. Il s'agit de la plateforme d'échanges techniques du réseau. Il réunit les différents experts de la région au moins une fois par an. Sa responsabilité principale est de mener les discussions techniques pour orienter les stratégies et les différentes activités pour la santé humaine, animale et environnementale mises en œuvre aux niveaux national et régional.

Santé régionale: les îles déploient des actions pour contrer les maladies



(De g. à dr.) Dr Onzade Charafonddine des Comores, Jean-Louis Solet de La Réunion, Dr Fazil Khodabocus de Maurice, Dr Manuela Christophine Vololoniaina Nivoarisoa de Madagascar et Dr Harena Rasamoelina, coordonnateur de l'Unité de veille sanitaire de la COI.

Après les débats, place à l'action. Du 25 au 29 octobre, la 4e édition du Comité Technique Régional (CTR) de la Commission de l'océan Indien a longuement échangé sur les maladies transmissibles et non transmissibles, le changement climatique, le séquençage entre autres. Des stratégies ont été évoquées pour s'entraider entre îles et pour contrer ces enjeux de santé. Lesquelles ?

«Nous étions environ 75 experts réunis à Maurice pour la quatrième réunion du Comité Technique Régional (CTR) du Réseau de Surveillance et de Gestion des Alertes (SEGA One Health). L'objectif était d'échanger sur nos diverses expériences sur des pôles thématiques d'excellence, soit des thèmes précis», souligne le Dr Harena Rasamoelina, coordonnateur de l'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI). En effet, du 25 au 29 octobre, tous ces participants de Maurice, La Réunion, Madagascar et les Comores confirment la richesse des réflexions sur des sujets préoccupants de santé humaine, animale et environnementale.

Au menu des discussions : la surveillance et la riposte aux épidémies, l'impact du changement climatique sur la santé, les tests de laboratoire, en particulier le séquençage pour le Covid-19 et les maladies non transmissibles, thème débattu pour la première fois pour la présente édition. Concrètement, quelle est l'ampleur de ces pathologies sur la région ? Quid des mesures annoncées pour une meilleure gestion médicale ? Et que se passera-t-il par la suite ? Tour d'horizon.

Maladies non transmissibles : le «NCD Survey» arrive en mars 2022

Effectué à intervalle de cinq ans, le NonCommunicable Disease (NCD) survey est en cours, indique le Dr Fazil Khodabocus, Regional Public Health Superintendent de la Communicable Disease Control Unit du ministère de la Santé. Les résultats devront tomber vers mars 2022. En 2015, une certaine stabilisation du diabète qui restait sur les 22,5 % de la population était observée. Six ans plus tard, il est impératif de dresser une cartographie actualisée.

«On ne sait si le confinement a eu un impact sur les Mauriciens. Face à cela, un mode de vie sain est crucial, avec des repas équilibrés et de l'activité physique. Le tabagisme doit aussi être considéré. Le NCD survey de 202-2022 tombe à point pour identifier les nouvelles tendances des maladies non transmissibles, qui incluent aussi les cancers, maladies cardiovasculaires, etc.» D'ailleurs, parmi les victimes du Covid-19, les plus affectées étaient celles ayant des comorbidités, indique-t-il. D'où l'urgence de nouvelles données et stratégies pour Maurice mais aussi pour la région.

«*C'est un sujet préoccupant. D'autant que ces maladies non transmissibles représentent sept des dix premières causes de mortalité mondiale. Lors des échanges, chaque pays a élaboré sur la récente évolution de ces pathologies et les dispositifs de lutte etc. À l'issue des ateliers, on s'est accordé sur la concentration des efforts sur le diabète, les cancers, les maladies cardiovasculaires, les maladies respiratoires chroniques ainsi que leurs complications associées»,* souligne le Dr Harena Rasamoelina. Il évoque des entraides possibles entre pays de la COI ainsi qu'un expert qui sera dépêché pour une mission régionale. Ce dernier fera le tour des îles pour affiner les plans d'action.

Une maîtrise en épidémiologie

«Le Covid-19 témoigne de l'émergence et de la résurgence des maladies transmissibles. Tout pays est à risque. Afin de renforcer ses capacités, la formation continue est vitale», déclare le Dr Fazil Khodabocus. D'ailleurs, une formation de la COI est actuellement dispensée à une trentaine de membres du personnel médical mauricien sur la santé humaine et animale. De plus, le CTR s'est aligné sur une maîtrise spécialisée en épidémiologie. «*On s'est entendu sur le contenu de ce programme qui se tiendra dans chaque pays membre de la COI»,* indique le Dr Harena Rasamoelina. **Suite de l'article**

Augmentation du niveau de la mer : Les zones côtières malgaches fortement menacées



Les zones côtières malgaches sont fortement menacées par l'augmentation du niveau de la mer.

Le niveau de la mer monte dangereusement dans l'Océan Indien, ce qui n'épargne pas la Grande île. Cette augmentation se situe entre 3,6 mm et 4,1 mm par an.

Le danger plane sur Madagascar. La hausse du niveau de la mer due au réchauffement climatique s'accélère, selon le rapport sur le climat de l'Afrique en 2020 publié récemment. D'après ce rapport, les taux d'élévation du niveau de la mer le long des côtes tropicales et de l'Atlantique Sud ainsi que de l'Océan Indien sont plus élevés que le taux moyen mondial soit environ 3,6 mm par an à 4,1 mm par an. Le niveau de la mer le long des côtes méditerranéennes augmente à un rythme d'environ 2,9 mm par an, soit moins que la moyenne mondiale. « *Ce niveau de la mer risquerait encore de connaître une augmentation compte tenu du changement climatique. Nous faisons face à un risque accru d'inondation de nos zones côtières* », se désole le Directeur général de la météorologie (DGM), le Dr Nirivololona Raholijao.

Alertes précoces. Face aux conséquences néfastes liées aux changements climatiques, il est nécessaire d'améliorer l'accès aux systèmes d'alerte précoce et aux informations des conditions météorologiques, selon les recommandations émises dans ce rapport. Il se traduit par de simples messages textuels ou vocaux pour informer les agriculteurs sur le moment de planter, d'irriguer ou de fertiliser. Une augmentation de près de 40% de la population touchée par l'insécurité alimentaire par rapport à l'année précédente a été constatée en 2020, selon toujours ce rapport. L'insécurité alimentaire augmente de 5 à 20 points de pourcentage à chaque inondation ou sécheresse en Afrique. Pour le cas de Madagascar, la sécheresse a déclenché une crise alimentaire.

Narindra Rakotobe

Vikash Munbodhe : « La conservation des écosystèmes marins est le plus grand défi du millénaire »



En marge de la COP26, qui se tient à Glasgow, *Le Mauricien* a rencontré Vikash Munbodhe, de l'Albion Fisheries Research Centre. Ce dernier parle avec passion de la recherche consacrée aux espèces rares de coraux et de poissons de récifs. Pour lui, aucun doute : la protection et la conservation des écosystèmes marins contre les impacts sans précédent du changement climatique figurent parmi les plus grands défis du millénaire.

Conjointement avec d'autres scientifiques locaux et internationaux, vous avez publié un article consacré au statut des espèces rares de coraux et de poissons de récifs, de même que de perceptions environnementales associées à Maurice. Pouvez-vous nous en parler ?

En effet, il s'agit d'une étude publiée dans la revue Conservation Science and Practice en septembre dernier, et qui, nous l'espérons, apportera un éclairage supplémentaire sur ces espèces rares de coraux et de poissons de récifs. Ce travail a été entrepris par des scientifiques locaux, régionaux et internationaux, notamment Tim McClanahan , Josheena Naggea, Nyawira Muthiga, Ranjeet Bhagooli et moi-même.

L'article récemment publié est le produit du travail collaboratif présentant Maurice comme un point chaud de la biodiversité marine. Le travail comprend une évaluation écologique, une étude sur le terrain des poissons coralliens et récifaux endémiques et rares autour de l'île, et la perception des communautés côtières vis-à-vis de l'environnement en général, en mettant davantage l'accent sur les espèces rares et endémiques.

Suite de l'article

Projets à finaliser – De l'énergie hybride dans la Sava



La transition énergétique se met en place dans la Sava. Plusieurs projets se concrétisent.

L a transition énergétique n'est pas une vue de l'esprit. Elle se concrétise avec des projets fiables et viables. Dans le cadre de la dernière tournée présidentielle dans Sava, le ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, Andry Ramaroson, a visité les chantiers des centrales hybrides solaires et thermiques, à Vohémar, Antalaha et Sambava. Ces centrales sont développées, construites et seront prochainement opérées par Green Energy Solutions, GES, filiale des groupes Greenyellow et Axian. Le ministre de tutelle pu constater sur place l'état d'avancement des travaux.

Durant cette visite, il était accompagné par le CEO d'Axian Energy, Benjamin Memmi, le directeur général de GES, Christian Cachat, avec la présence du président du Conseil d'administration de la Jirama, Solo Andriamanampisoa et de son Directeur général adjoint en charge des opérations, Hery Tiana Rabarison. Andry Ramaroson a pu effectuer des visites détaillées de ces chantiers. La mise en service des centrales est prévue pour la fin de l'année 2021. La Jirama assurera la distribution de l'énergie produite et en fera bénéficier la totalité de chaque ville.

Impact positif et durable

À Madagascar, le taux d'accès à l'électricité est d'environ 15%, dont 5% en milieu rural. Afin de contribuer à la réalisation du Velirano n°2 du président de la République de Madagascar: « Hazavana ho an'ny rehetra », GES, dans le cadre de contrats d'achats à long terme avec la JIRAMA, s'engage à fournir une énergie plus propre tout en assurant la continuité du service public en matière d'électricité pour les villes

Suite de l'article

High-Risk Third Countries : Retrait de Maurice de la liste du Royaume-Uni



Après le retrait de Maurice de la liste grise du GAFI, le 21 octobre dernier, Maurice quitte cette fois-ci la liste des High-Risk Third Countries du Royaume-Uni. Un document attestant le retrait de Maurice a été publié ce matin sur le site officiel de la législation britannique. Encore une bonne nouvelle qui vient encourager l'investissement et projeter Maurice comme un centre financier. Rappelons que c'est en avril dernier que le Royaume-Uni avait inclus le pays dans sa liste des pays considérés comme étant à risque sur le plan du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme.

Des mois après la réouverture des frontières : les Seychelles reprennent leur souffle



Comment se portent nos voisins Dalons presque deux ans après l'apparition du Covid-19 ? Lors d'un court séjour aux Seychelles, Le Mauricien a eu l'occasion d'observer nos amis et frères seychellois dans leur quotidien, scrupuleusement chronométré par les autorités, qui ont imposé un couvre-feu aux îlois. Placé sous cloche pendant des mois, l'archipel, qui a rouvert ses frontières en début d'année, reprend lentement mais sûrement son souffle.

31 °C à l'ombre. Mahé se réveille. Dans une nonchalance propre aux îles, les Seychellois gardent le sourire, et ce, malgré la centaine de cas annoncée quotidiennement. « Nous avons plusieurs cas de Covid tous les jours, mais nous apprenons à vivre avec », lâche un habitant d'Anse-Royale, un des principaux districts de Mahé, et qui comporte la seule université du pays, l'Unisey.

Chaleur ou pas, tous portent le masque, y compris quelques "marmay" en uniformes et savates… Car quand on va à l'école à quelques mètres d'une anse, mieux vaut être équipé ! Pourtant, la chaleur est étouffante, voire insupportable. Dans les transports en commun, munis de petits ventilateurs pour le confort des passagers, la distanciation sociale est respectée tant que possible, et encore une fois, personne ne bouge sans un masque bien placé sur le nez et la bouche. Car oui, les autorités veillent au grain et les citoyens respectent les consignes à la lettre. **Suite de l'article**

149 active Covid-19 cases, community transmissions persist |03 November 2021

Community transmission of Covid-19 is persisting and all districts are reporting cases, the latest update from the Ministry of Health shows.
The 7-day moving average is below 20.
There are 149 active cases – 128 on Mahé, 18 on Praslin, three on La Digue and zero on other islands.

Meanwhile the number of deaths related to Covid-19 complications remains at 119 while recovered cases from the virus stands at 21,952.
The Public Health Authority is urging the public not to let their guard down and to continue to strictly adhere to public health and social measures such as proper wearing of masks, physical distancing, among others to prevent a surge in the number of cases.

Covid-19 : 131 cas positifs enregistrés ce dimanche



Ce dimanche 7 novembre, le ministère de la Santé a informé que 131 cas positifs à la Covid-19 ont été enregistrés.

Lire aussi :

- **Covid-19 : 166 nouveaux cas positifs annoncés ce samedi** (Le Mauricien)
- **Covid-19 et variant Delta : 1 380 cas positifs dans les hôpitaux depuis vendredi** (Le Mauricien)
- **Covid-19: au moins 42 morts enregistrés cette semaine** (L'Express)
- **Covid-19: des patients et des morts de plus en plus jeunes** (l'Express